

DISCUSSION AUTOUR DES LUTTES DE SANS-PAPIERS

A l'occasion du concert de solidarité avec les personnes mises en examens dans le cadre des mobilisations autour du procès des inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, nous souhaitons discuter autour des luttes pour la régularisation et contre les expulsions.

Depuis octobre 2009, un nouveau mouvement de grèves de sans-papiers a été lancé par la CGT et suivi par d'autres syndicats et associations (Solidaires, FSU, CFDT, UNSSA, LDH, CIMADE, RESF, Femmes Égalité, Autremonde, et Droits Devant). Comme en 2008, les revendications portent sur la régularisation par le travail. Mais cette fois, la CGT va encore plus loin. Son premier objectif n'est pas la régularisation des grévistes mais l'acceptation par le gouvernement d'une circulaire définissant un cadre général de régularisation par le travail. La circulaire renforcerait la logique de « l'immigration choisie » qui précarise et rend le travailleur régularisé à la merci de son patron. Pas étonnant qu'une partie du patronat (Medef, Derichebourg Multiservices...) souhaite s'associer aux syndicats pour que le gouvernement accepte cette circulaire. Notamment, le 8 mars, une rencontre a eu lieu entre les syndicats de travailleurs et des patrons de PME, de Véolia Propreté et le Syndicat national des activités du déchet pour convenir d'une « approche commune » des conditions de régularisation par le travail. A côté de cela, l'accentuation du contrôle des sans-papiers (rafles, expulsions) permet de ne plus seulement tirer profit des formes de travail illégales mais de forcer à accepter cette « régularisation esclavagiste » comme le soulignent justement les derniers communiqués du « Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers » de la rue Baudelique.

La démarche des syndicats aujourd'hui montre les pièges d'une revendication strictement travailliste. A côté de cela comment est-il possible de lutter avec une autre vision des enjeux et d'autres formes d'organisation ?

Cette discussion sera l'occasion de revenir sur des expériences passées ou récentes de luttes de sans papiers où la lutte pour la régularisation ne se réduit pas à « l'immigration choisie ». Même si ce critère du travail a toujours existé, sans idéaliser les luttes passées, certaines donnent à voir des modes d'organisations en autonomie et en opposition aux partis politiques. Tout en combattant pour la régularisation, ces luttes ne se privent pas d'exprimer d'autres revendications (ex : fermeture des centres de rétention, liberté de circulation, des papiers pour tous ou pas de papiers du tout)

>> Pour en discuter, rendez-vous, jeudi 13 mai , à 17h à la C.I.P , 14/16 quai de Charente, métro Corentin Cariou

DISCUSSION AUTOUR DES LUTTES DE SANS-PAPIERS

A l'occasion du concert de solidarité avec les personnes mises en examens dans le cadre des mobilisations autour du procès des inculpés de l'incendie du centre de rétention de Vincennes, nous souhaitons discuter autour des luttes pour la régularisation et contre les expulsions.

Depuis octobre 2009, un nouveau mouvement de grèves de sans-papiers a été lancé par la CGT et suivi par d'autres syndicats et associations (Solidaires, FSU, CFDT, UNSSA, LDH, CIMADE, RESF, Femmes Égalité, Autremonde, et Droits Devant). Comme en 2008, les revendications portent sur la régularisation par le travail. Mais cette fois, la CGT va encore plus loin. Son premier objectif n'est pas la régularisation des grévistes mais l'acceptation par le gouvernement d'une circulaire définissant un cadre général de régularisation par le travail. La circulaire renforcerait la logique de « l'immigration choisie » qui précarise et rend le travailleur régularisé à la merci de son patron. Pas étonnant qu'une partie du patronat (Medef, Derichebourg Multiservices...) souhaite s'associer aux syndicats pour que le gouvernement accepte cette circulaire. Notamment, le 8 mars, une rencontre a eu lieu entre les syndicats de travailleurs et des patrons de PME, de Véolia Propreté et le Syndicat national des activités du déchet pour convenir d'une « approche commune » des conditions de régularisation par le travail. A côté de cela, l'accentuation du contrôle des sans-papiers (rafles, expulsions) permet de ne plus seulement tirer profit des formes de travail illégales mais de forcer à accepter cette « régularisation esclavagiste » comme le soulignent justement les derniers communiqués du « Ministère de la Régularisation de Tous les Sans Papiers » de la rue Baudelique.

La démarche des syndicats aujourd'hui montre les pièges d'une revendication strictement travailliste. A côté de cela comment est-il possible de lutter avec une autre vision des enjeux et d'autres formes d'organisation ?

Cette discussion sera l'occasion de revenir sur des expériences passées ou récentes de luttes de sans papiers où la lutte pour la régularisation ne se réduit pas à « l'immigration choisie ». Même si ce critère du travail a toujours existé, sans idéaliser les luttes passées, certaines donnent à voir des modes d'organisations en autonomie et en opposition aux partis politiques. Tout en combattant pour la régularisation, ces luttes ne se privent pas d'exprimer d'autres revendications (ex : fermeture des centres de rétention, liberté de circulation, des papiers pour tous ou pas de papiers du tout)

>> Pour en discuter, rendez-vous, jeudi 13 mai , à 17h à la C.I.P , 14/16 quai de Charente, métro Corentin Cariou